



## WEBINAIRE :

**" Préparer sereinement l'arrivée de la facture électronique "**

Maîtriser les clés essentielles de cette transition majeure !

*« Vous accompagner durablement »*

# PROGRAMME

INTRODUCTION & PRESENTATION DU GROUPE

CONTEXTE

CRITERES D'APPLICATION

MODES DE TRANSMISSION

E-REPORTING & E-INVOICING

SOCIETES CONCERNEES

FAIRE EVOLUER SES PROCESS VERS LA FE

Questions

Réponses



# LE GROUPE BBM



**300** professionnels



Une forte présence sur le **sillon Alpin**



**Une implantation nationale**

**3500**

clients en **France**

**100**

clients à l'**étranger**



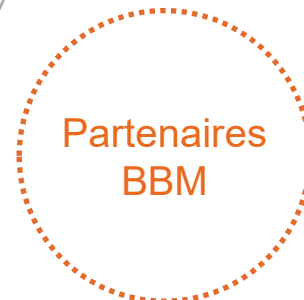
**Institutions**



**Notaires**



**Investisseurs**



**Partenaires  
BBM**



**Assureurs**



**Avocats**



**Banques**

# LE GROUPE BBM : LES ASSOCIES



**Maria Helena  
ANTUNES**  
Seyssinet/  
Grenoble



**Attika  
BELLAHCENE-  
GUERIN**  
Montbonnot



**Stéphane  
BERTOLOTTI**  
Seyssinet



**Gilles  
BOURGUIGNON**  
Grenoble



**Vincent  
BOUVIER**  
Chambéry



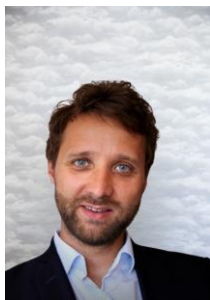
**Jean Philippe  
BRET**  
Montbonnot



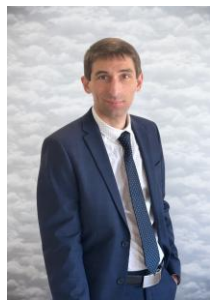
**Sandrine  
CHABOUD**  
Seyssinet



**Laurent  
COHN**  
Seyssinet



**Johan  
DELANGLE**  
Lyon



**Nicolas  
GAY**  
Montbonnot



**Franck  
GIROLET**  
Annecy



**Franck  
SERRATRICE**  
Seyssinet



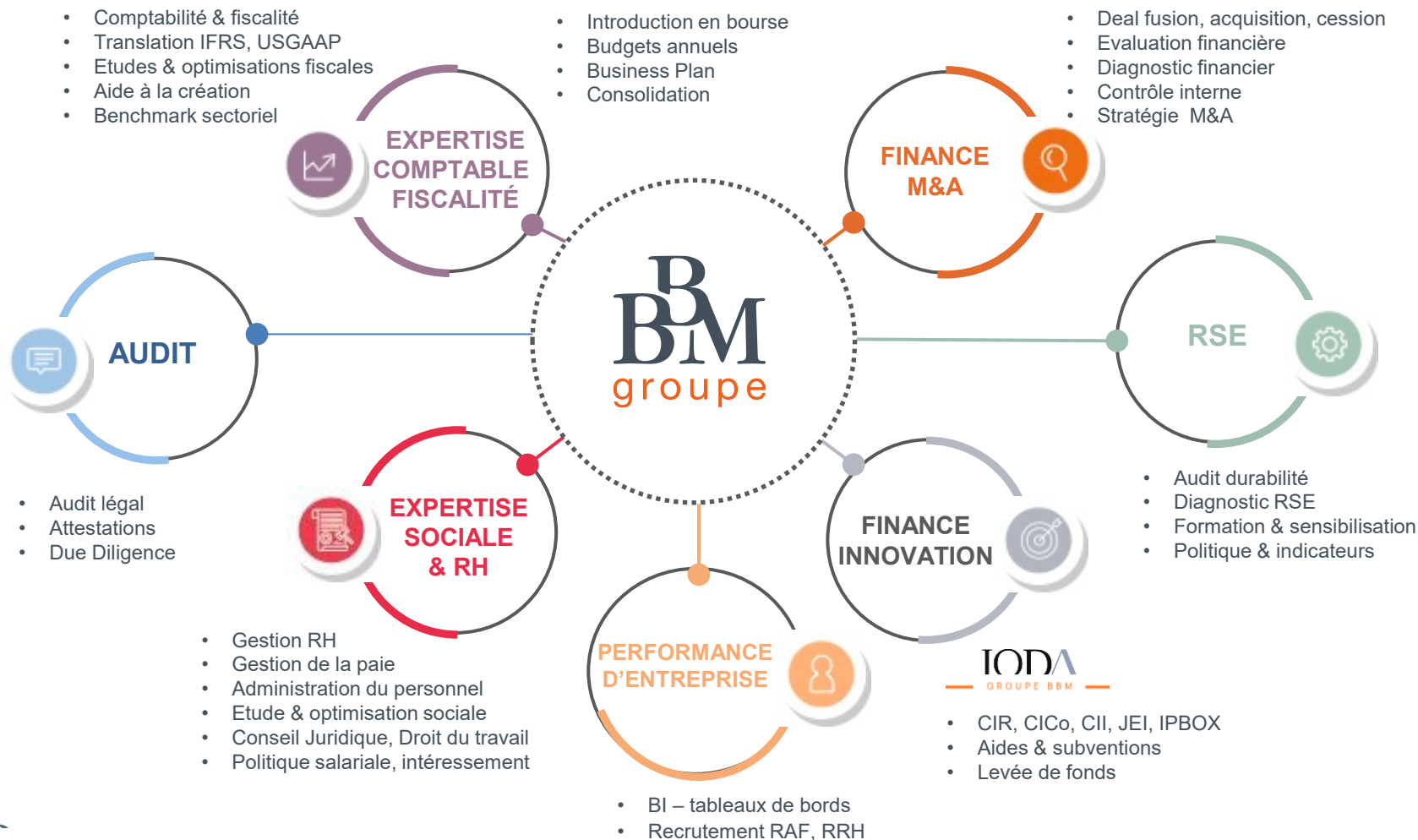
**Antoine  
SIRAND**  
Montbonnot



**Thomas  
SPALANZANI**  
Annecy

# LE GROUPE BBM : MISSIONS & SERVICES

Nos missions s'adaptent à vos besoins et à l'évolution de votre entreprise



# LES EXPERTISES SECTEURS



Entreprises



Santé



Innovation



International



# INTRODUCTION





# INTRODUCTION

## Objectifs :

- ✓ Connaître les **fondamentaux** et le **calendrier** de la facturation électronique et de la transmission des données de transaction
- ✓ Appréhender l'**écosystème** autour de la facturation électronique

« Le Groupe BBM vous accompagne dans cette **transition majeure** »



# INTRODUCTION

## Lexique :



### PA : Plateforme Agréée

👉 Prestataire immatriculé offrant des services de dématérialisation de factures pouvant transmettre directement les factures électroniques à leurs destinataires et transmettre des données à l'administration fiscale



### PPF : Portail Public de Facturation

👉 Portail public administre l'annuaire central des entreprises et centralise les données fiscales.



### SC : Solution Compatible

👉 Prestataire non immatriculé offrant des services de dématérialisation pouvant intervenir en tant qu'intermédiaire lors de l'émission ou la réception de factures, sans avoir la possibilité de transmettre les factures entre l'émetteur et le récepteur. Concrètement, un éditeur de logiciel de comptabilité, de facturation ou encore de caisse est une solution compatible.

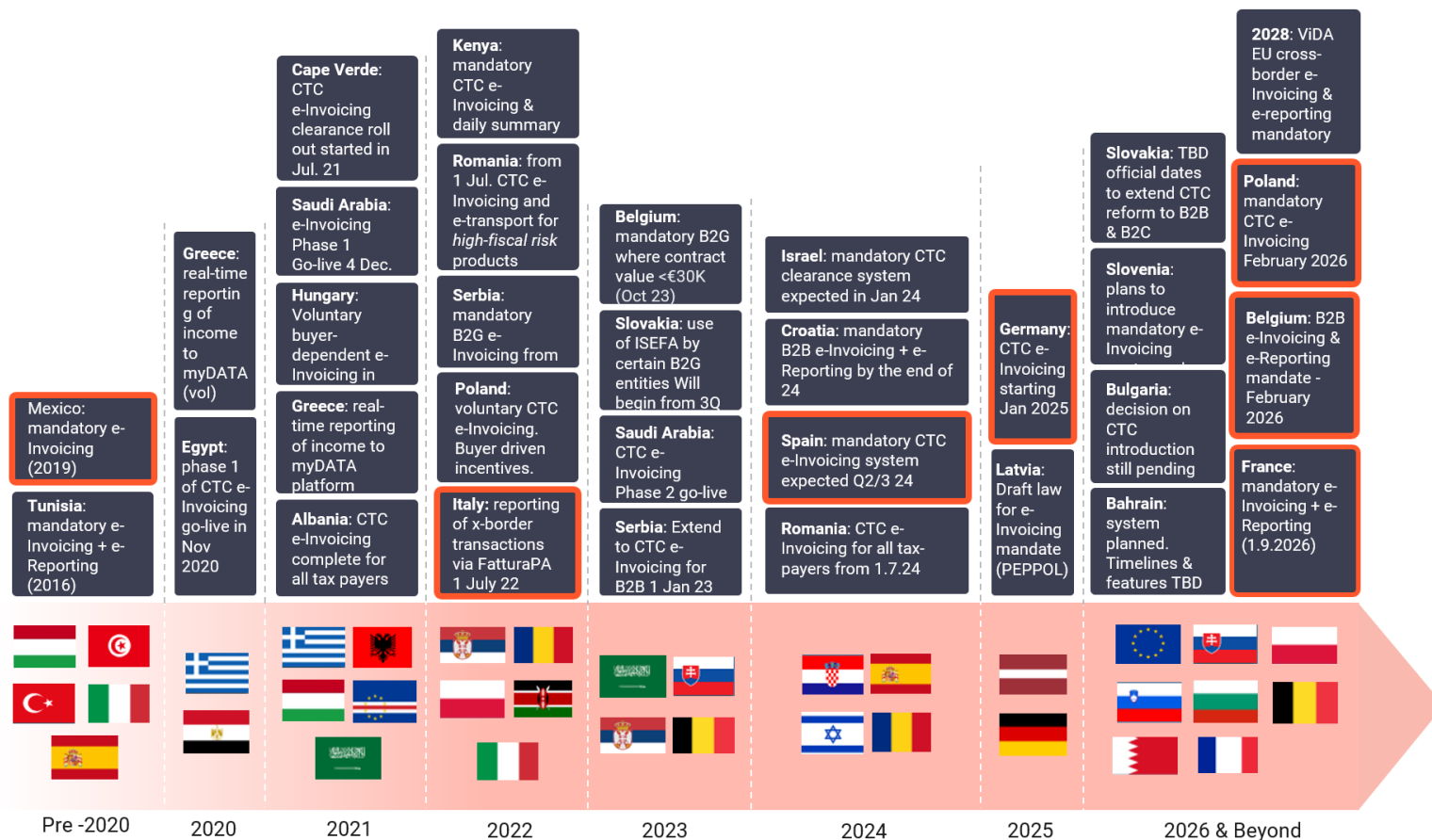


## CONTEXTE



# CONTEXTE

## Contexte Européen & International



Supported by TecCom

## Calendrier des obligations :

	Grandes entreprises	ETI	TPE / PME
Réception des factures au format électronique	1 septembre 2026	1 septembre 2026	1 septembre 2026
Émission des factures au format électronique	1 septembre 2026	1 septembre 2026	1 septembre 2027
Transmission de certaines données à l'administration fiscale (e-reporting)	1 septembre 2026	1 septembre 2026	1 septembre 2027

**TPE** = entreprises < 10 salariés avec un CA < de 2 M€ (ou total bilan < 2 M€)

**PME** = entreprises < 250 salariés avec un CA < de 50 M€ (ou total bilan < 43 M€)

**ETI** = entreprises < 5 000 salariés avec un CA < de 1 500 M€ (ou total bilan < 2 000 M€)

**GE** = autres entreprises

## Sanctions en cas de non respect du calendrier :

Projet de Loi de Finances 2026 déposé à  
l'Assemblée Nationale le 14 oct 2025

- 50 euros (au lieu de 15) par facture pour l'assujetti pour non-transmission d'une facture électronique.
- 500 euros (au lieu de 250) par absence de transmission des données de transaction et de paiement par l'assujetti ;
- Le plafond passe de 45K à 100K euros pour défaut de transmission des données de transaction et de paiement par les plateformes
- Nouvelles sanctions pour ceux qui n'auront pas de PA à l'arrivée des obligations;
  - 500 euros après MED,
  - ensuite 1000 euros avec MED tous les 3 mois

## Enjeux, objectifs & bénéfices de la réforme :

- **20 à 25 Mds** de pertes fiscales sur la TVA
- **2,5 Mds** de factures dont **3%** de factures au format numérique en France (vs 30% dans le monde)
- **50%** d'économie estimée à terme par rapport au traitement papier
- **30%** de réduction du temps de traitement



## Objectifs de la réforme pour l'Etat Français :

1

Renforcer la lutte  
contre la fraude  
à la TVA

2

Diminuer les  
coûts déclaratifs  
et faciliter les  
déclarations  
avec, à terme, le  
pré-remplissage  
des déclarations  
de TVA

3

Réduction des  
coûts et des  
délais de  
paiement pour  
permettre une  
amélioration de  
la compétitivité

4

Améliorer la  
connaissance en  
temps réel de  
l'activité des  
entreprises et le  
pilotage des  
politiques  
publiques



## Bénéfices attendus pour les Entreprises :

- **Amélioration du suivi des factures**
  - Grâce à une meilleure traçabilité des factures et le suivi du statut de la facture
- **Amélioration du pilotage de l'activité et de la trésorerie**
  - Grâce au tableau de bord et au suivi du cash en temps réel
- **Réduction et amélioration du traitement des litiges sur les délais de paiement**
  - Grâce à la validation de la facture en amont et l'automatisation possible du paiement
- **Concurrence loyale pour les entreprises vertueuses vs. les entreprises fraudant la TVA**



Missions du  
Groupe

The diagram consists of an orange oval at the top right containing the text 'Missions du Groupe'. A vertical orange line with an upward-pointing arrow connects this oval to the list of benefits below. A horizontal orange line extends from the right side of the list of benefits to the vertical line, indicating that the listed benefits are the result of the group's missions.



## CRITERES D'APPLICATION

---

## Régime juridique du document électronique :

**Article 1366 du Code civil** : C'est l'article fondamental. Il dispose que "l'écrit sous forme électronique est admis en preuve au même titre que l'écrit sur support papier, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité." Cet article pose donc **deux conditions essentielles** pour la validité de l'écrit électronique comme preuve : **l'identification de l'auteur et l'intégrité du document**.

**Article 1367 du Code civil** : Cet article précise les conditions de la signature électronique, stipulant qu'elle "consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache". La fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve contraire, lorsque la signature électronique est sécurisée." Il établit également la **même valeur juridique entre la signature électronique qualifiée et la signature manuscrite**.

## Le régime fiscal de la facture :

Obligation d'émission par un **assujetti à la TVA** d'une facture : *Article 289-I. du CGI*

- Par soi-même
- Par son client (auto-facturation)
- Par un tiers mandaté

*\*Mandat de facturation*

*\*Emission de la facture : en principe dès réalisation de la livraison ou de la prestation de services*

*\*L'assujetti doit conserver un double de la facture*

*\*Tout document ou message modifiant la facture initiale y faisant référence de manière univoque doit être assimilé à une facture et doit comporter les mentions obligatoires de la facture*

**Mentions obligatoires** : *Article 289-II. du CGI*

L'authenticité de l'origine, l'intégrité du contenu et la lisibilité de la facture doivent être assurées à compter de son émission et jusqu'à la fin de sa période de conservation. *Article 289 V. du CGI*

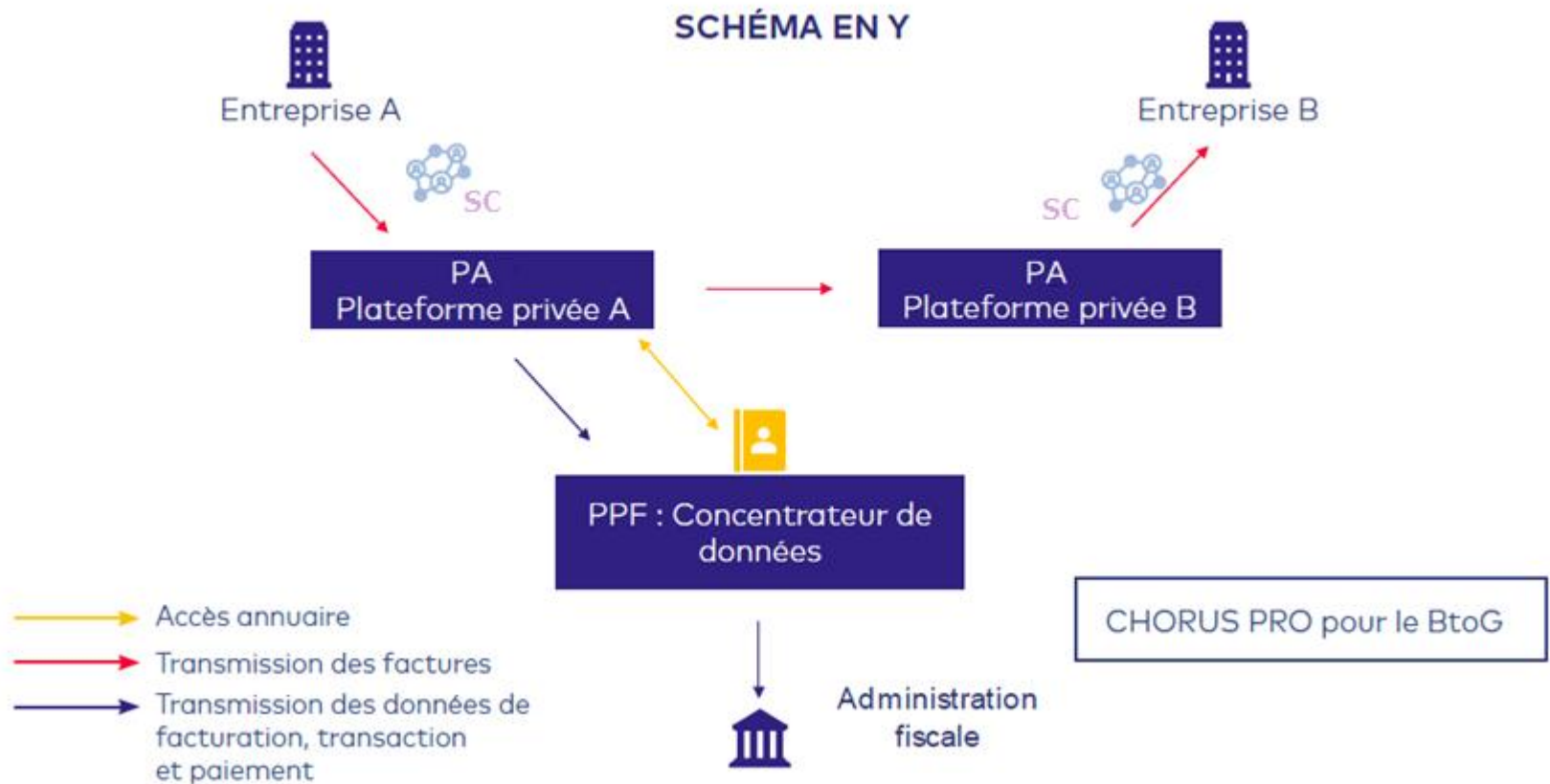


## **MODES DE TRANSMISSION**

---

# MODES DE TRANSMISSION : PPF / PA

## Modes de transmission :



De nombreux acteurs du marché se sont positionnés pour obtenir le statut de plateforme agréée, ils ont déposé leur dossier courant 2024, début 2025, en présentant les éléments de respect du cahier des charges imposé par l'administration.

A date, 112 Plateformes Agréées sont immatriculées « Sous Réserve » et peuvent d'ores et déjà inscrire leurs clients à l'annuaire centralisé. A cet effet, on distingue 2 types de mandat :

- le mandat de désignation (mandat opt-in) qui permet à une entreprise de déléguer à un tiers (le plus souvent son Expert-Comptable) la démarche d'inscription à une Plateforme Agréée.
- le mandat d'adhésion (contrat d'adhésion ou contrat de services) qui est l'accord contractuel entre une entreprise et la Plateforme Agréée qu'elle a choisie.

Suite à l'ouverture officielle le 14 octobre 2025 dernier de l'environnement de qualification du Portail Public de Facturation, les Plateformes Agréées disposent de 3 mois, soit jusqu'au 14/01/2026 pour :

- réaliser les tests d'interopérabilité avec les autres plateformes et avec le Portail Public de Facturation
- transmettre à l'administration les comptes rendus correspondants pour ces deux types de tests.

Le Service d'Immatriculation examinera alors ces éléments et se prononcera, dans un délai de deux mois, sur la validité de l'immatriculation des plateformes.

L'agrément est délivré pour une durée de trois ans renouvelable.





## **E-INVOICING / E-REPORTING**

---

## Qu'est-ce qu'une facture électronique (e-invoicing) ?

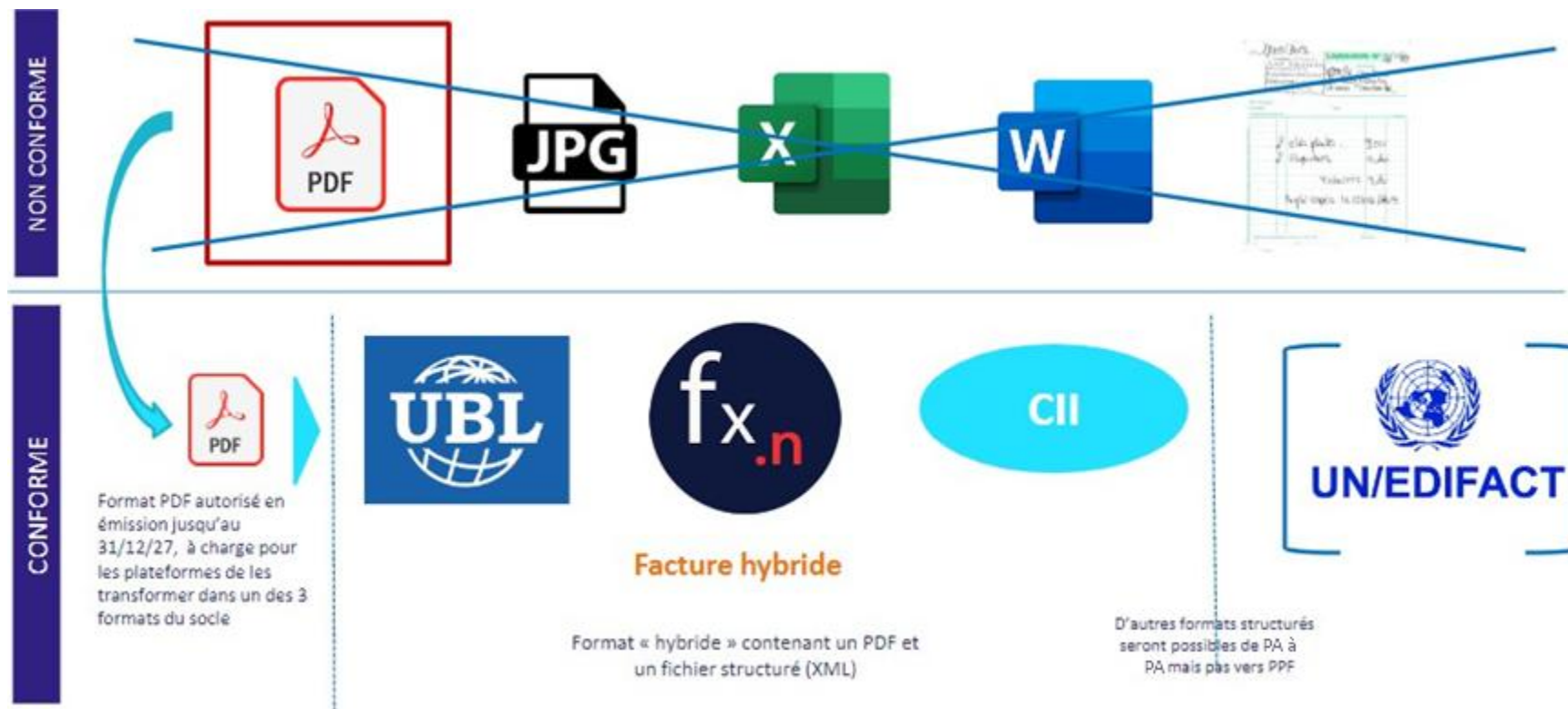
Une facture électronique est une **facture émise, transmise et reçue sous une forme dématérialisée et qui comporte des données sous forme structurée**, ce qui permet de les exploiter électroniquement.

Il ne s'agit donc pas d'un PDF ordinaire adressé par mail (largement utilisé à ce jour) → À partir des dates d'obligation, il ne sera plus toléré d'envoyer un simple PDF.

Trois formats doivent obligatoirement être acceptés : **deux formats totalement structurés (UBL et CII) et un format mixte qui est un format semi-structuré (factur-X).**

Toutefois, les plateformes agréées pourront proposer l'utilisation d'autres formats que ceux du socle minimum (cas de l'automobile et de la grande distribution qui utilisent le format Edifact), à condition que le client l'accepte et d'assurer l'extraction des données utiles à l'administration dans un des formats du socle.

## Formats obligatoires de la facturation électronique :



## Quelles sont les modalités de la transmission électronique (e-reporting) ?

Les obligations de e-reporting dépendent du type de transactions réalisées :

**1 - Le B2C :** opérations (ventes et prestations de services) réalisées **avec une personne non assujettie** (commerce de détail avec des particuliers, livraisons de biens et fournitures de prestations de services imposables en France, ventes à distance de biens en France et au sein de l'UE, fournitures de biens et services à des particuliers hors UE (ex : jeux vidéo, musique en ligne)).

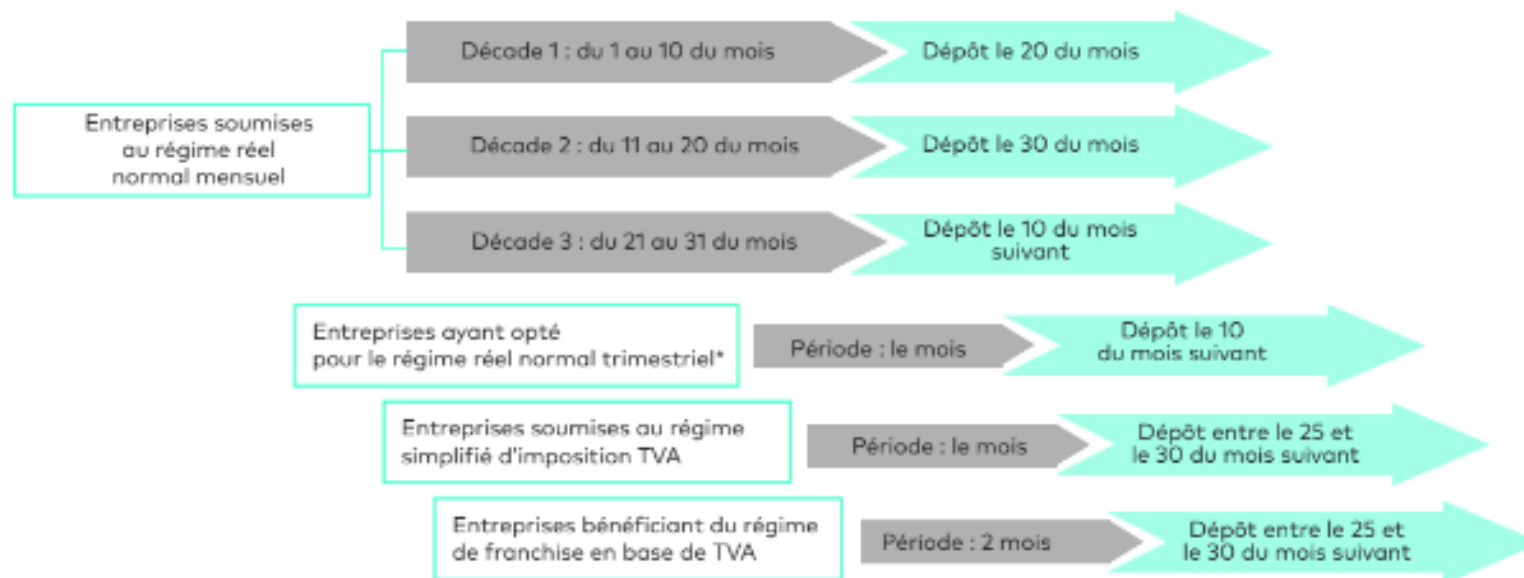
**2 - Le B2B international :** opérations réalisées avec **un assujetti non établi en France** (exportations, livraisons intracommunautaires, acquisitions intracommunautaires de biens et services...).

Les opérateurs établis à l'étranger peuvent aussi être soumis à l'obligation de transmission d'information dès lors qu'ils réalisent des opérations réputées situées en France au regard des règles de TVA avec un autre assujetti non établi en France.

**3 - Les données relatives au paiement** pour les opérations portant **sur des prestations de service** (hors opérations autoliquidées et sauf si option pour le paiement de la TVA sur les débits).

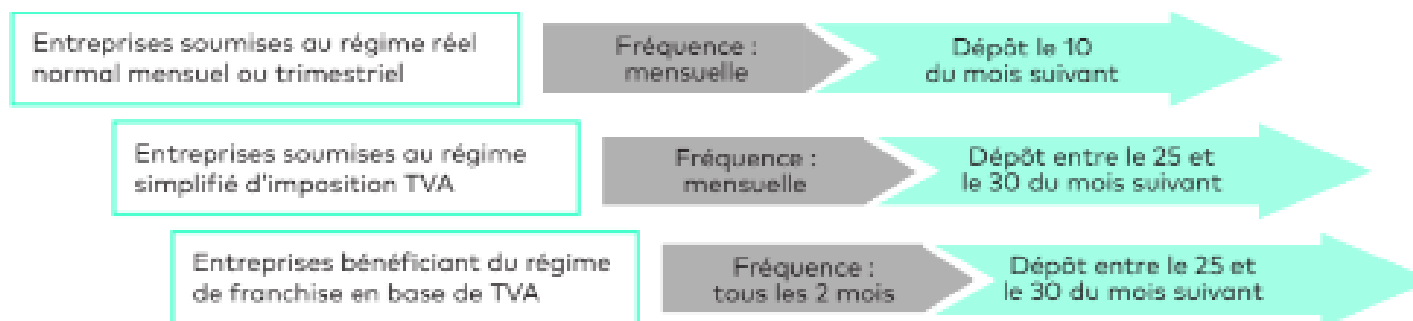
## Qu'est-ce que la transmission électronique (e-reporting) ?

La fréquence de **transmission des données de e-reporting de transaction** dépend du régime fiscal de l'assujetti déclarant :



## Qu'est-ce que la transmission électronique (e-reporting) ?

La fréquence de **transmission des données de paiement** par l'entreprise émettrice dépend également de son régime fiscal :



## Quelles données faut-il transmettre (e-reporting) ?

### Données de Transaction

- Montant total de la transaction (HT).
- Montant de la TVA par taux applicable (0%, 2,1%, 5,5%, 10%, 20%).
- Catégorie de l'opération (Livraison de biens, Prestation de services, etc.).
- L'identification du client (SIREN pour le B2B international, pays pour le B2C international).
- La période (jour, semaine ou mois) à laquelle se rapportent les données.

### Données de Paiement

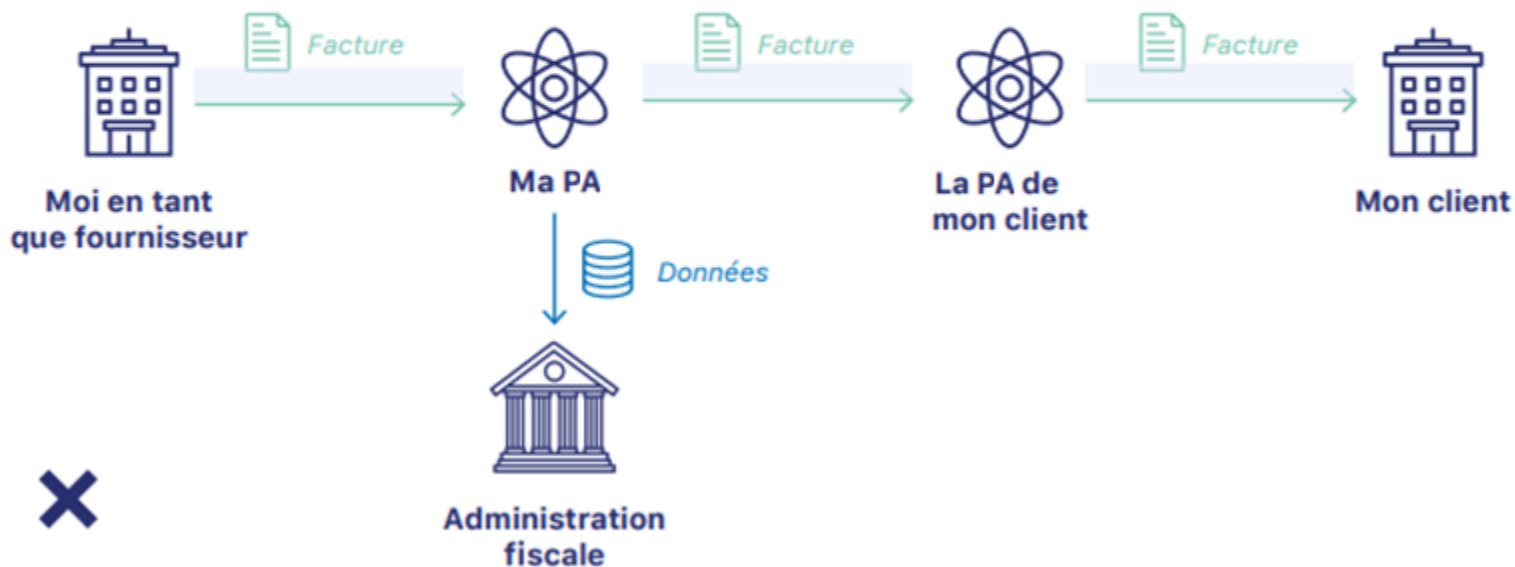
- Date d'encaissement (uniquement pour les prestations de services soumises à la TVA sur les encaissements).
- Montant du paiement encaissé (pour les prestations de services soumises à la TVA sur les encaissements).



## E-invoicing en schéma :

### E-invoicing : transmission des factures BtoB domestiques

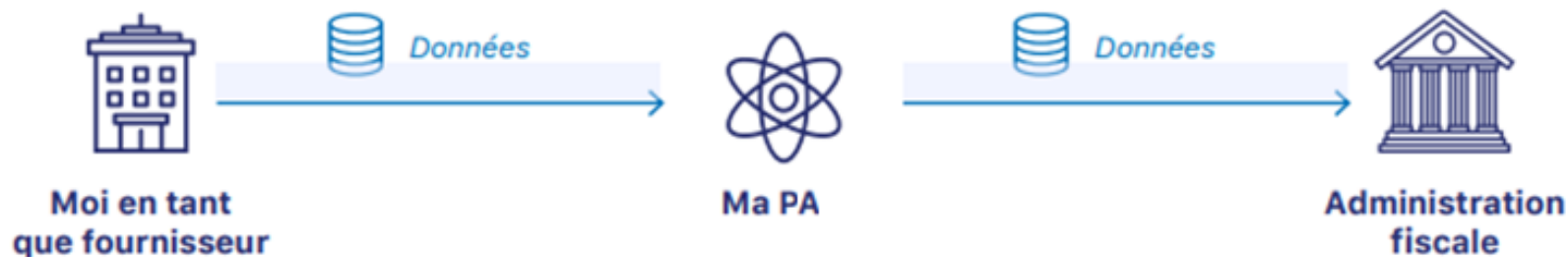
Je crée mes factures dans un format normé et les transmets à mon client *via* ma PA qui envoie aussi les données demandées par la DGFIP.



## E-reporting en schéma :

### E-reporting : transmission des transactions BtoC et BtoB internationales

Je transmets les données de mes ventes cumulées par jour à ma PA qui les transmet à la DGFIP.  
Je n'ai pas d'obligation sur le format de la facture et de son mode de transmission.



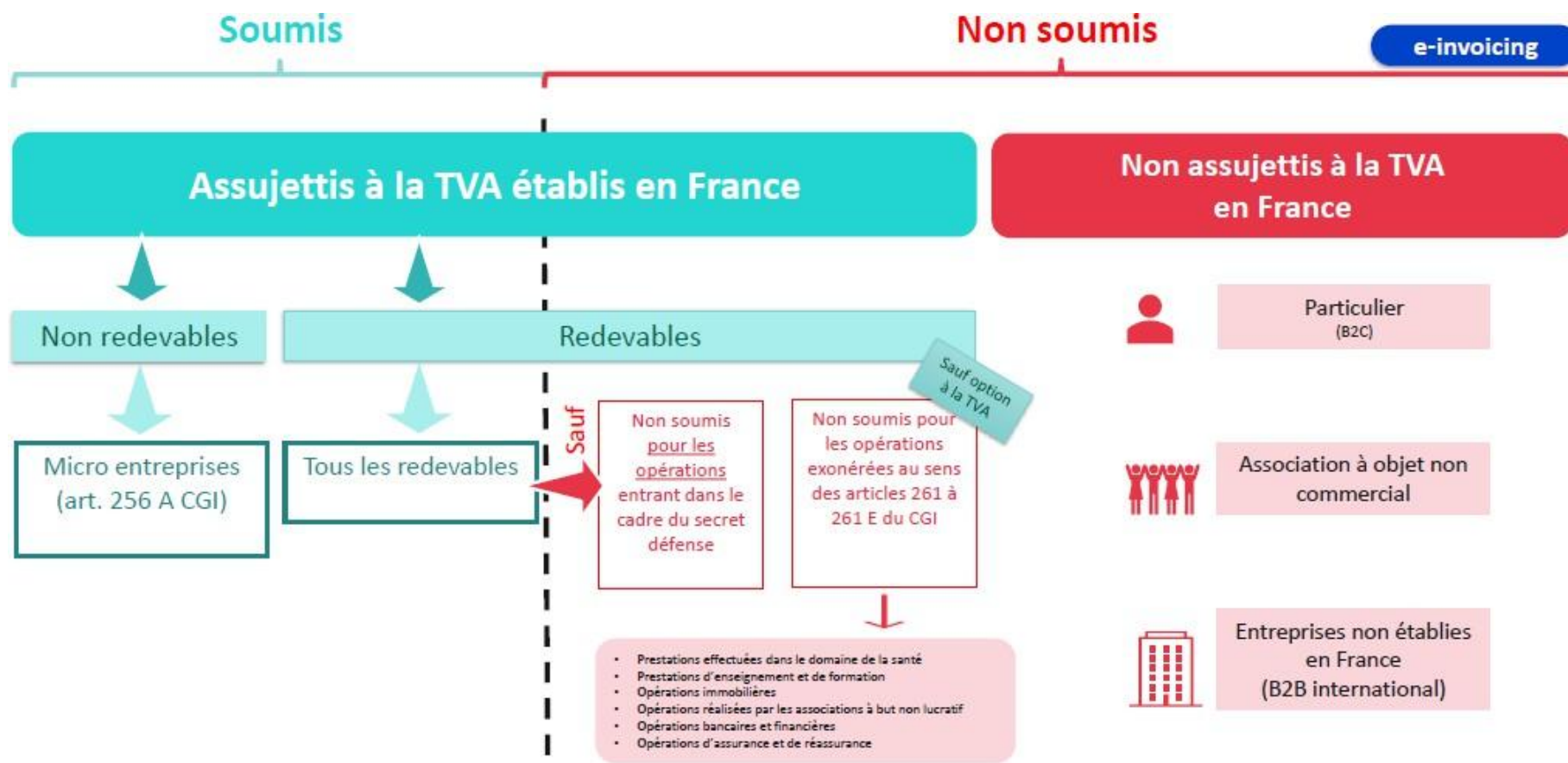


## **SOCIETES CONCERNEES**

---

# SOCIETES CONCERNEES

## Les assujettis à la facture électronique :



# SOCIETES CONCERNEES

## *\*Précisions*

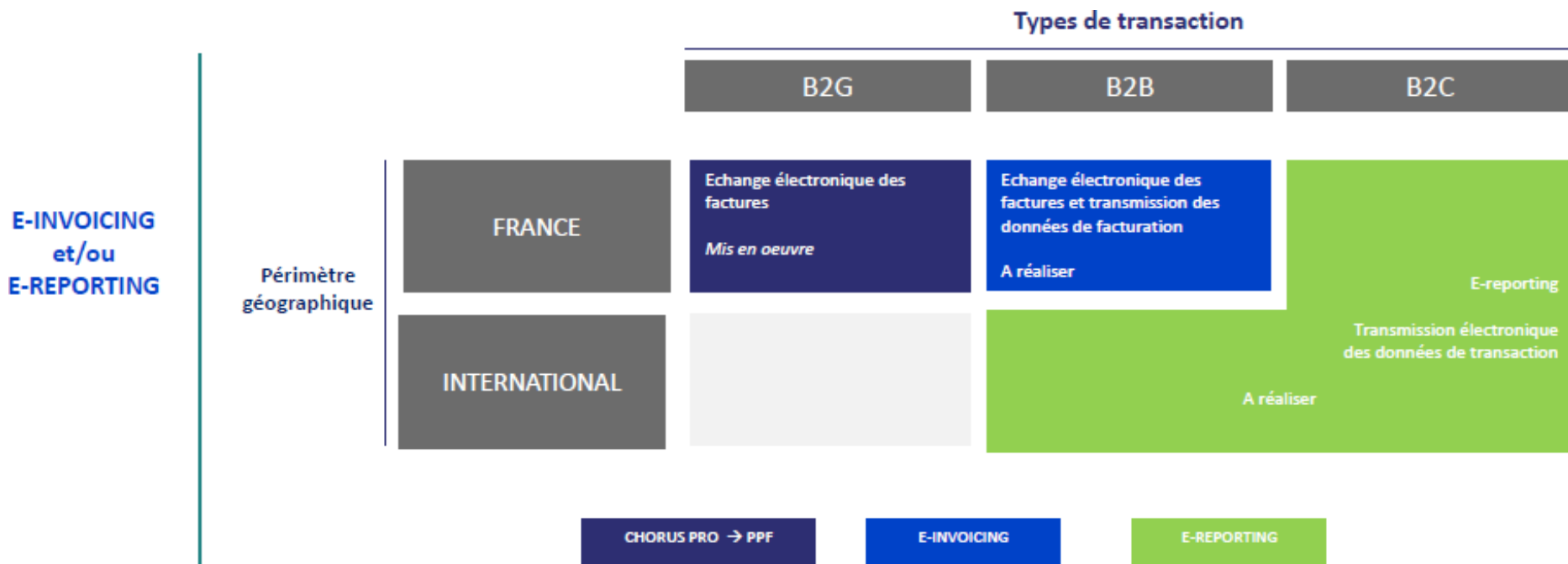
Si vous faites partie d'un groupe de sociétés, intégré fiscalement ou non, la notion d'entreprise retenue est celle de l'unité légale : une unité légale est identifiée par son numéro SIREN 2.

Si vous êtes une association à but non lucratif et que vous n'êtes pas soumise à la TVA, alors vous n'avez pas l'obligation d'émettre ni de recevoir des factures électroniques.

Une société peut avoir plusieurs PA : **une ou plusieurs PA pour les ventes, une ou plusieurs PA pour les achats.**

# SOCIETES CONCERNEES

## Vision macro globale :



# SOCIETES CONCERNEES

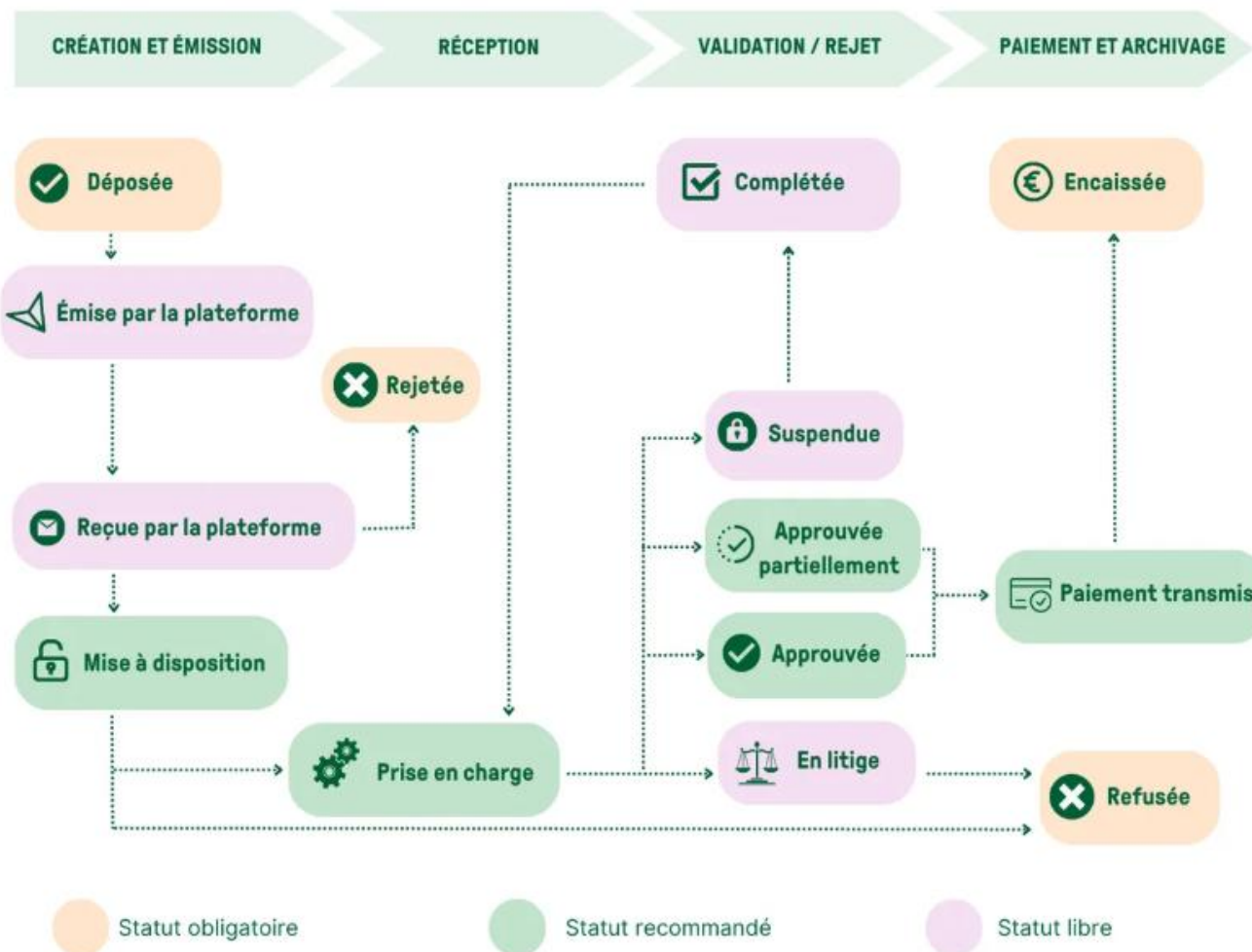
En résumé :

		ACHETEUR	
		Assujettis	Non assujettis à la TVA
FOURNISSEUR	Assujettis (imposables selon les débits)	E-invoicing	E-reporting Facture libre
	Assujettis opérations exonérées	Pas d'obligation de facturation et de e-reporting	Pas d'obligation de facturation et de e-reporting
	Assujettis prestations de services (imposable selon les encaissements)	E-invoicing Données de paiement	E-reporting Facture libre Données de paiement



# VISION SCHEMATIQUE

## Cycle de vie d'une facture électronique:



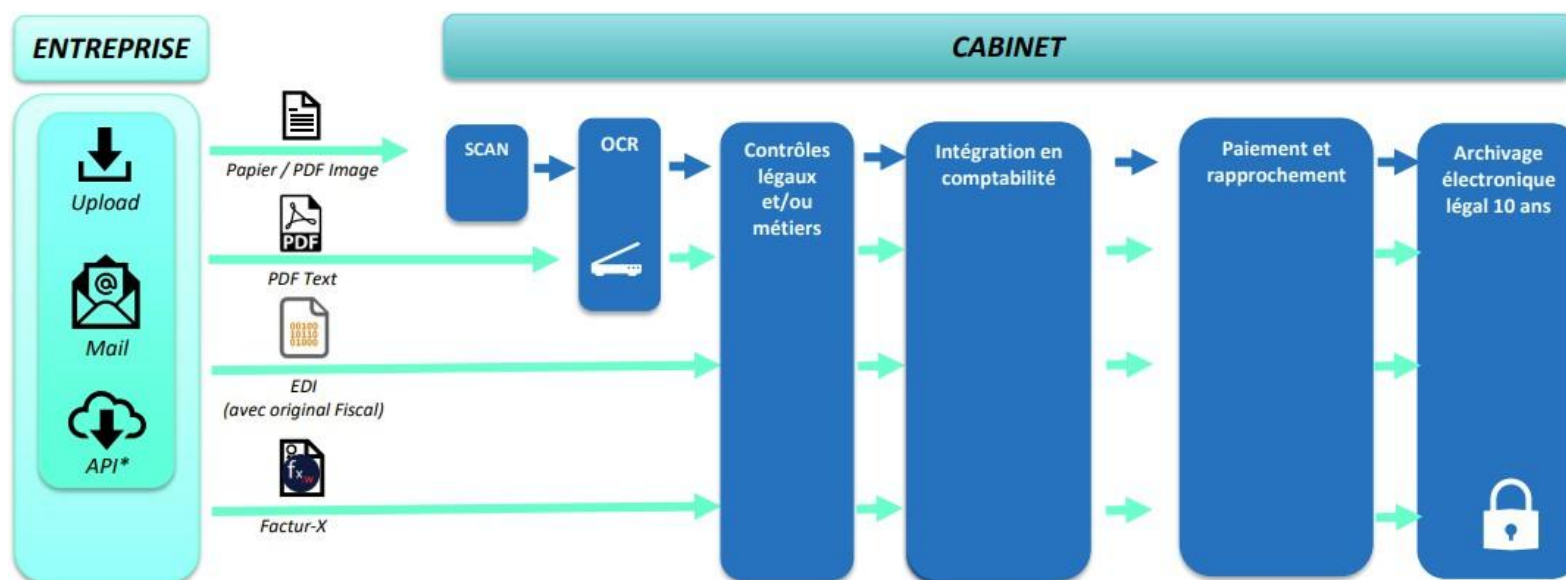


# **FAIRE EVOLUER SES PROCESS VERS LA FACTURE ELECTRONIQUE**

---

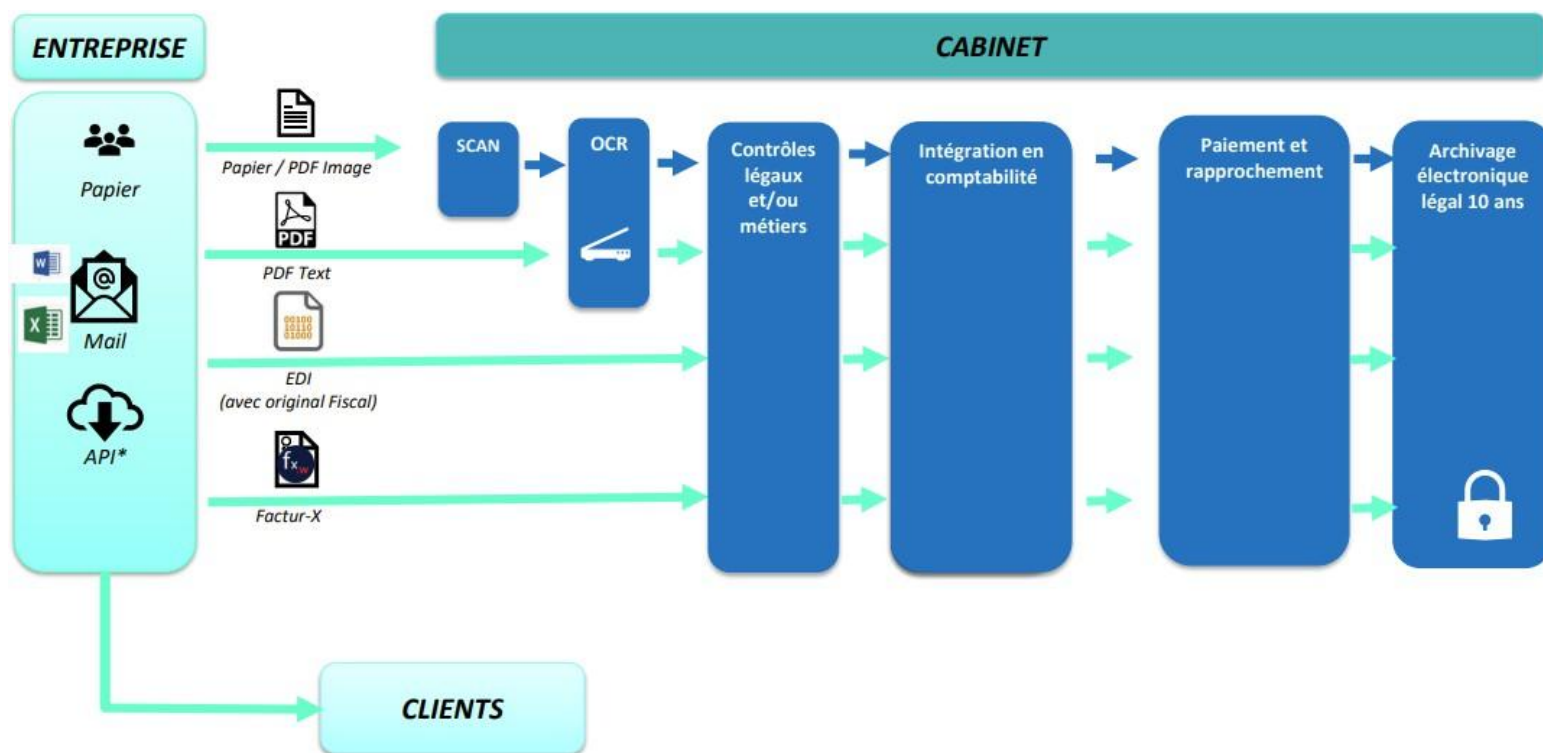
# FAIRE EVOLUER SES PROCESS VERS LA FACTURE ELECTRONIQUE

Evolution et mise en conformité du process de factures entrantes (fournisseurs) :



# FAIRE EVOLUER SES PROCESS VERS LA FACTURE ELECTRONIQUE

Evolution et mise en conformité du process de factures sortantes (clients) :





# FAIRE EVOLUER SES PROCESS VERS LA FACTURE ELECTRONIQUE



## Gestion du facteur humain :

- La mise en place de la facturation électronique va générer d'importants changements au sein des équipes administratives et comptables.
- L'objectif est d'évaluer la maturité des équipes et de les former sur cette nouvelle réglementation ainsi que sur les processus/outils pour accompagner les entreprises.

Le critère N°1 de l'accompagnement est l'environnement (SI + Humain) du client

# FAIRE EVOLUER SES PROCESS VERS LA FACTURE ELECTRONIQUE

## Différentes étapes du processus :



Sensibilisation et  
information par le  
cabinet

*(Etape 1 - en cours)*



Choix et adhésion à  
une solution  
d'organisation et de  
processus

*(PA...etc - étape 2)*



Accompagnement,  
formation et gestion  
des flux  
électroniques

*(Etape 3)*



## CONCLUSION



# CONCLUSION

En résumé :

Lorsque les téléprocédures ont été mises en place, les entreprises :

- Les ont réalisées à l'aide de leur EC
- Ont mandaté leur EC pour les réaliser pour elles (plus de 90% de nos clients)

Pour la Facturation Electronique (FE) :

- **Chantier plus complexe** qui impacte l'organisation des flux et de la gestion administrative et financière
- Par sa connaissance des flux de ses clients, le Groupe BBM joue un rôle clé pour faciliter et/ou réaliser cette transition, notamment dans le choix des services, outils et organisation à mettre en place.



# CONTACTS



**Attika BELLAHCENE-GUERIN**

- Associée du groupe
- Expert-comptable
- Commissaire aux comptes



attika.bellahcene-guerin@groupe**bbm**.com



**Tél. +33 (0)6 15 33 66 16**

Associée responsable du process métier  
expertise comptable.

# CONTACTS



**Djamel DJEMAME**

Senior Manager



Djamel.djemame@groupe**bbm**.com



**Tél. +33 (0)4 76 48 48 49**

Exerçant au sein du cabinet depuis 21 ans. En charge du développement des outils en lien avec la facture électronique pour le Groupe BBM



**Christophe ROSSIGNOL**

Consultant digital



Christophe.rossignol@groupe**bbm**.com



**Tél. +33 (0)4 56 40 06 60**



***Ce document est la propriété du Groupe BBM, toute diffusion ou reproduction même partielle sans autorisation est interdite.***

*« Vous accompagner durablement »*